

La Fiscalité Carbone

Éléments pour ne pas se tromper d'enjeux

Jean-Charles Hourcade

Frédéric Gherzi

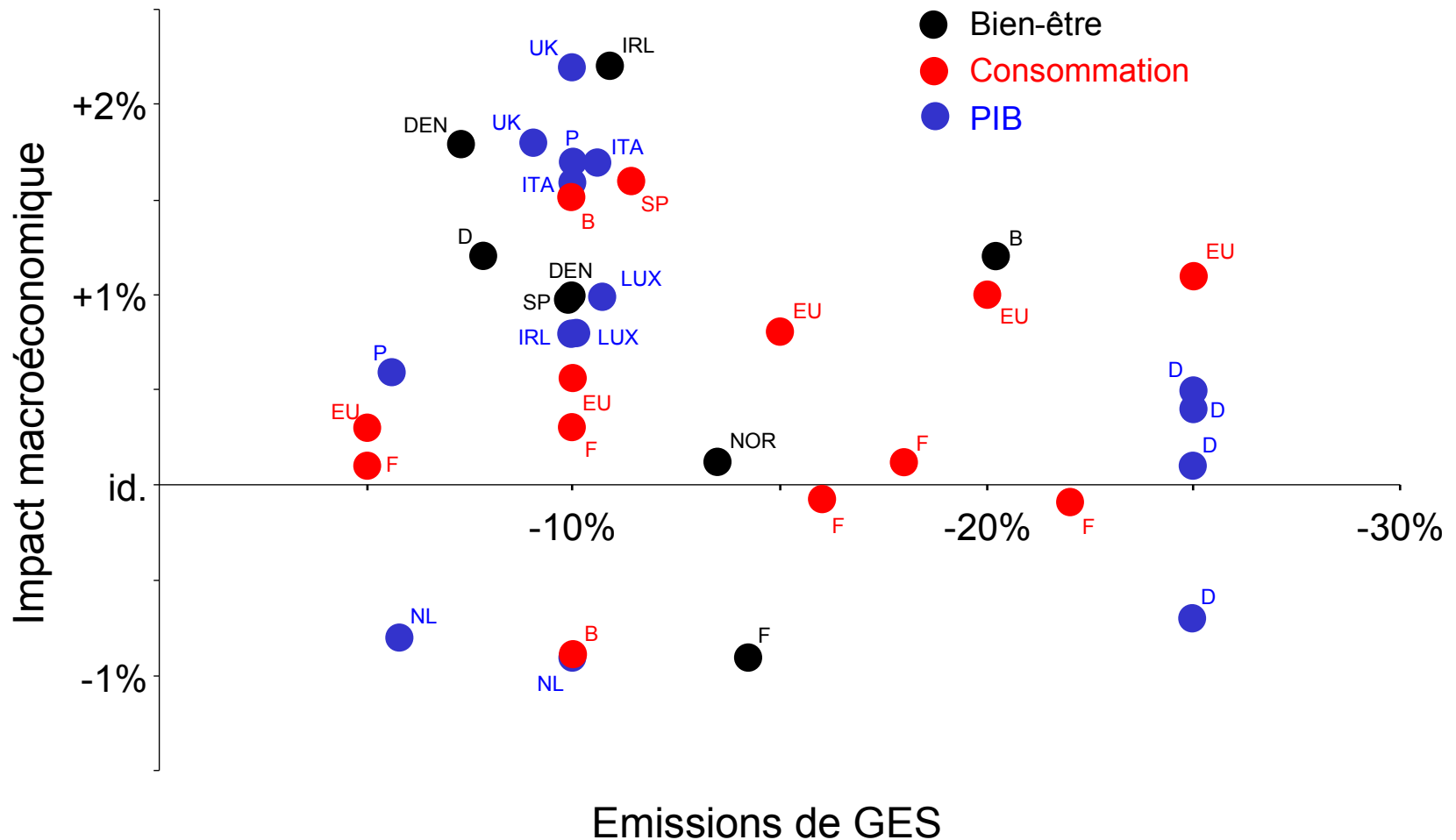
Emmanuel Combet

Camille Thubin

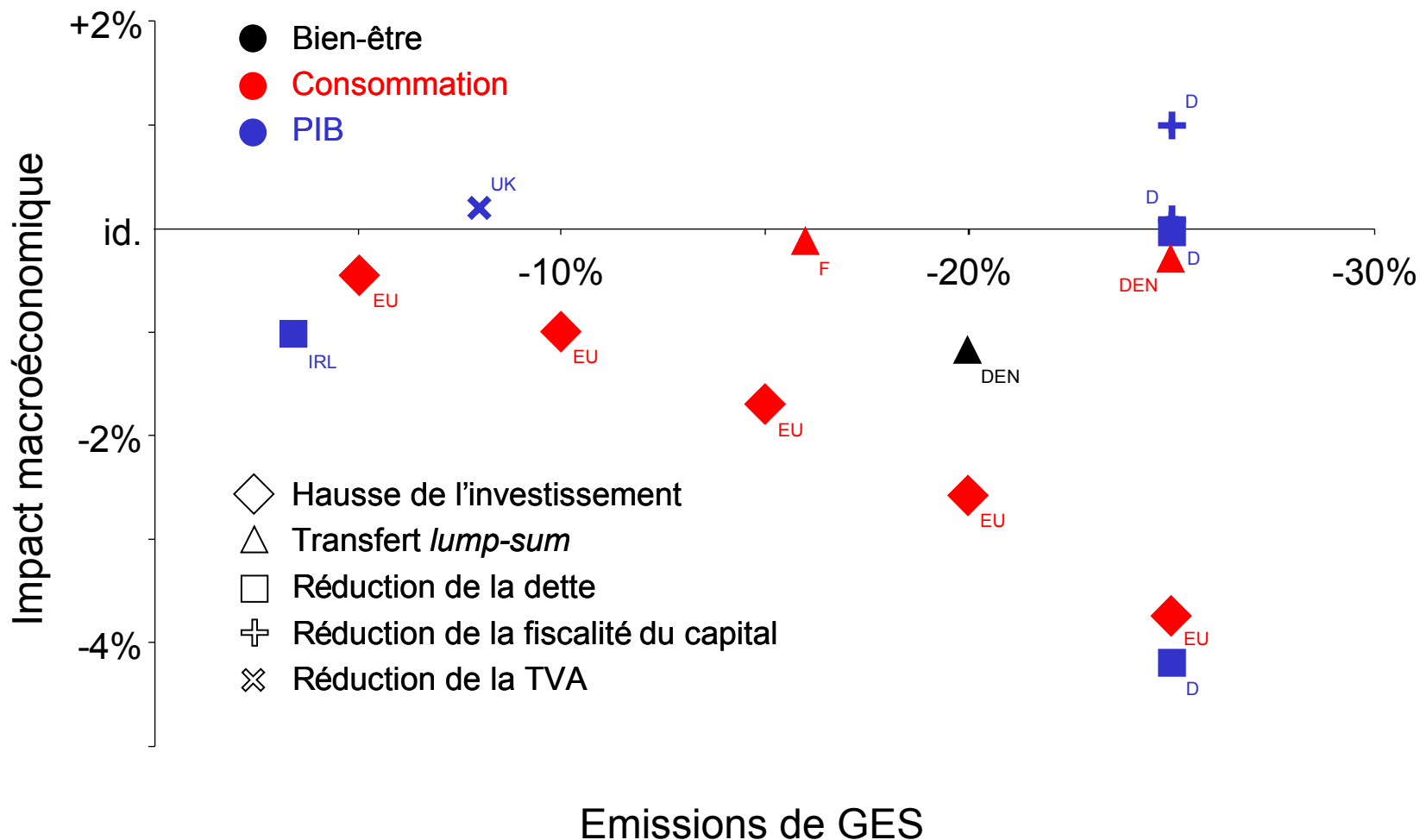
De la taxe carbone à la fiscalité carbone

- La taxe carbone ne peut être dissociée du **mode de recyclage** de son produit
- Elle doit être comparée aux autres options sur les **mêmes critères** : émissions de GES, emploi, dette, consommation, sécurité énergétique, distribution des revenus
- Elle doit **monter en puissance progressivement**,
- Elle doit permettre de **baissier les ‘fiscalités’ les plus distorsives dans le futur**
- Elle n’est donc **pas identique à la valeur sociale du carbone**

Rappel sur un résultat bien établi : de l'efficacité d'une substitution taxe C/cotisations sociales

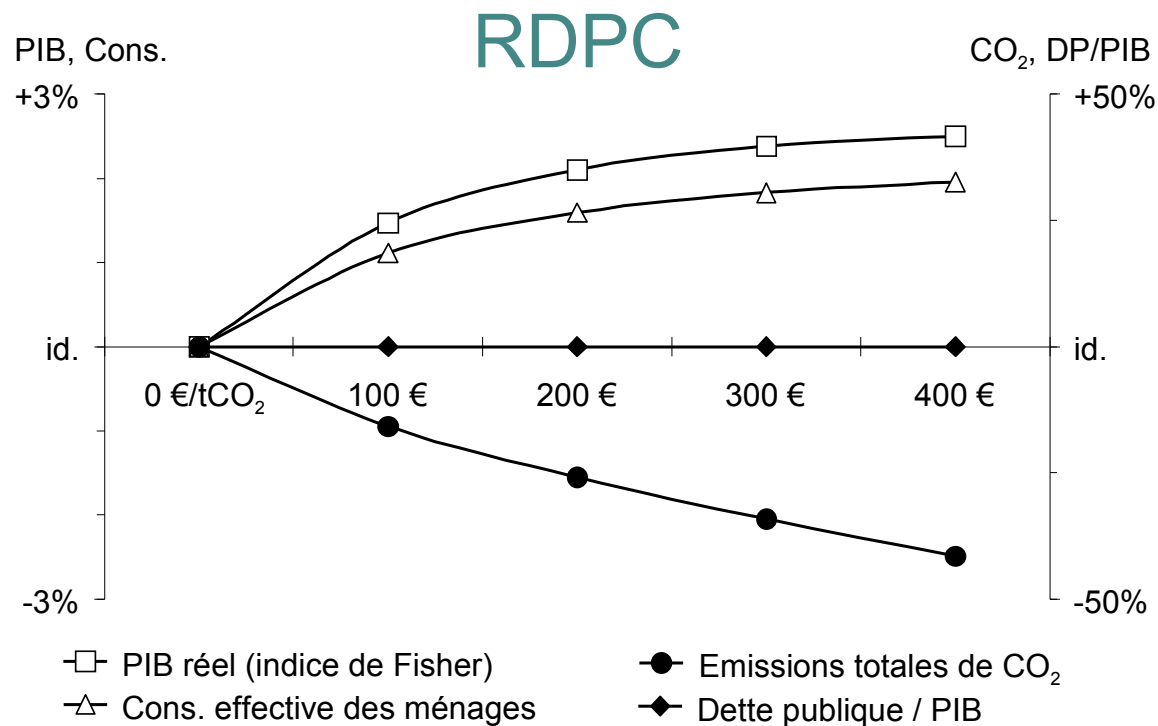


Rappel sur un résultat bien établi : du coût d'autres options plus 'sympathiques'

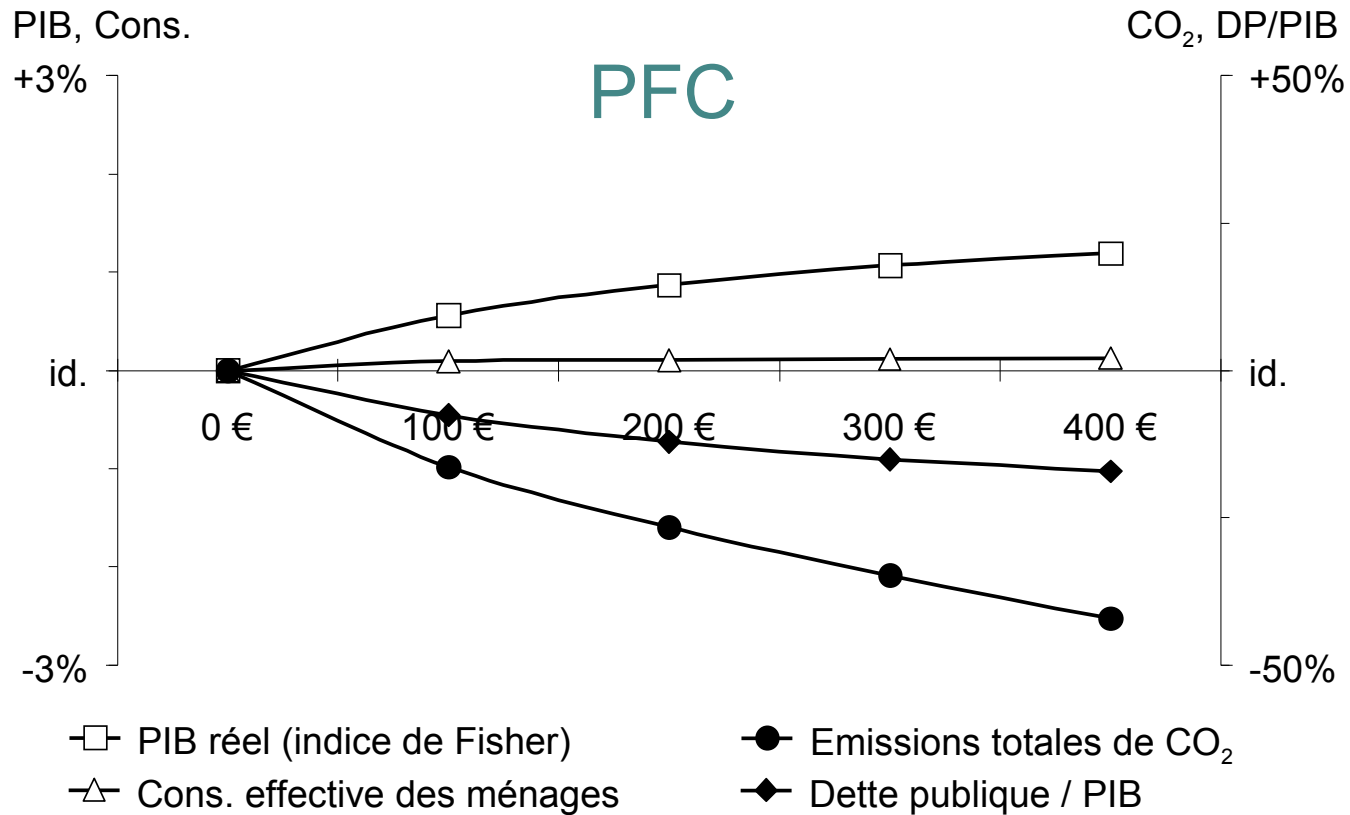


Un résultat sensible aux options de politique budgétaire

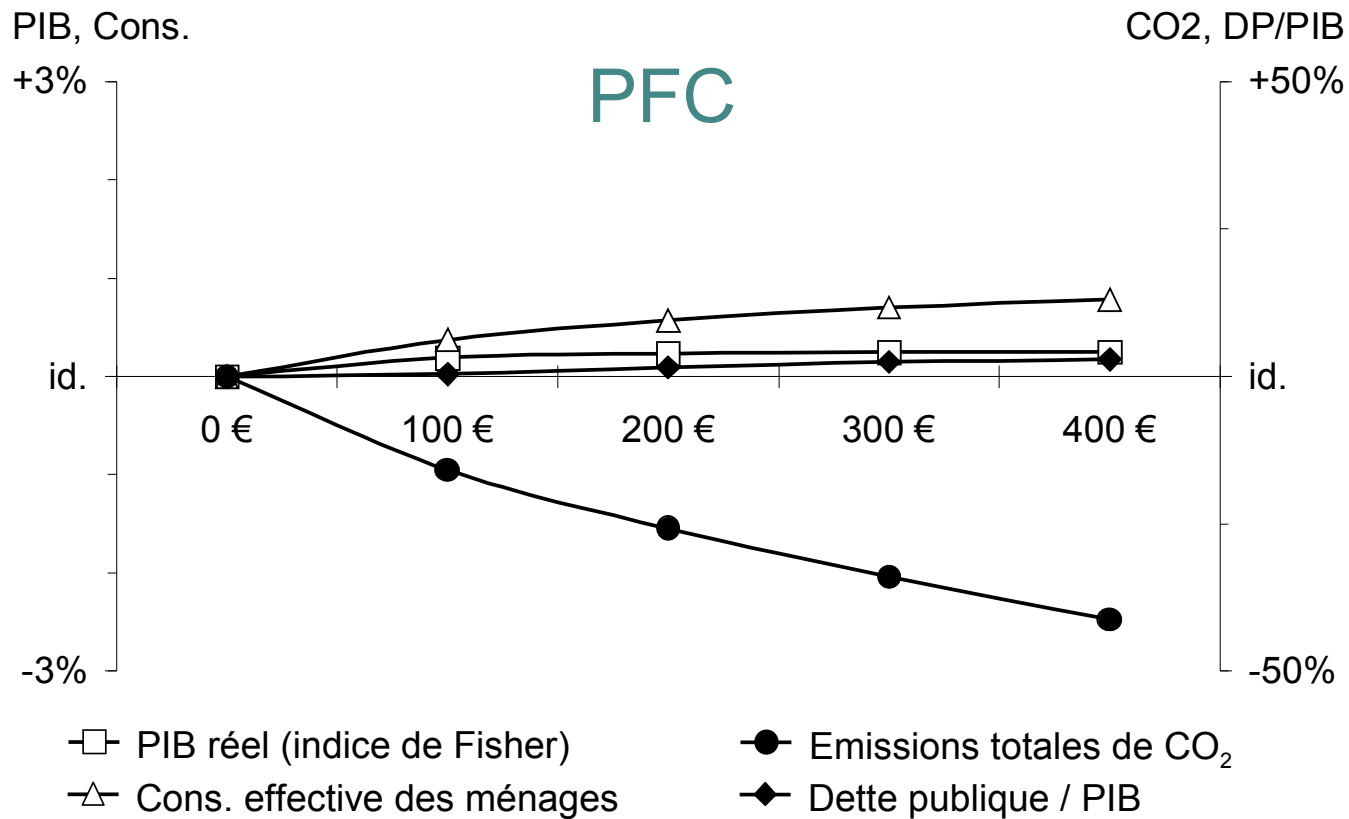
Pour une France 2004 qui aurait appliqué une taxe C en 1984 :



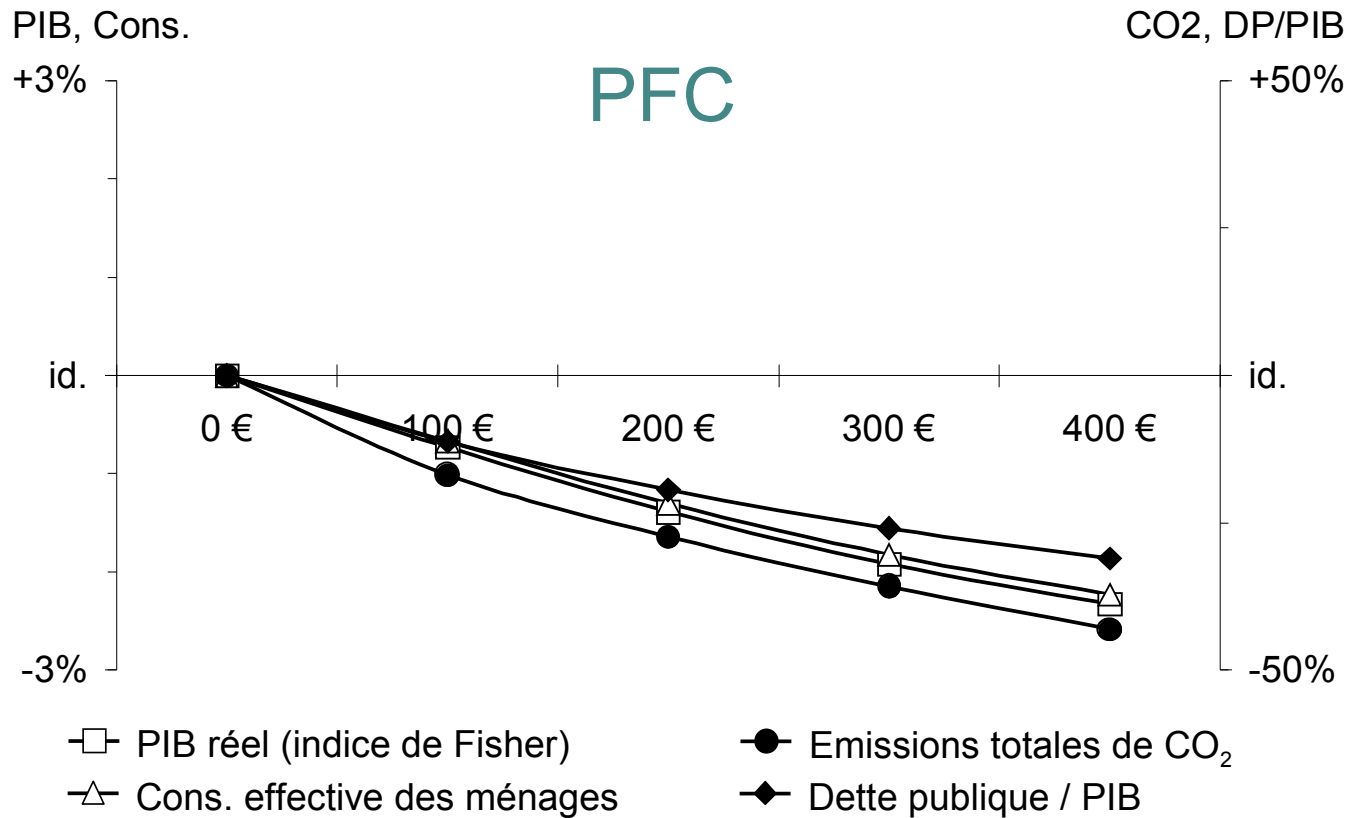
Un résultat sensible aux options de politique budgétaire : choix remb. dette / consommation



Recyclage par baisse de la TVA : une option inférieure



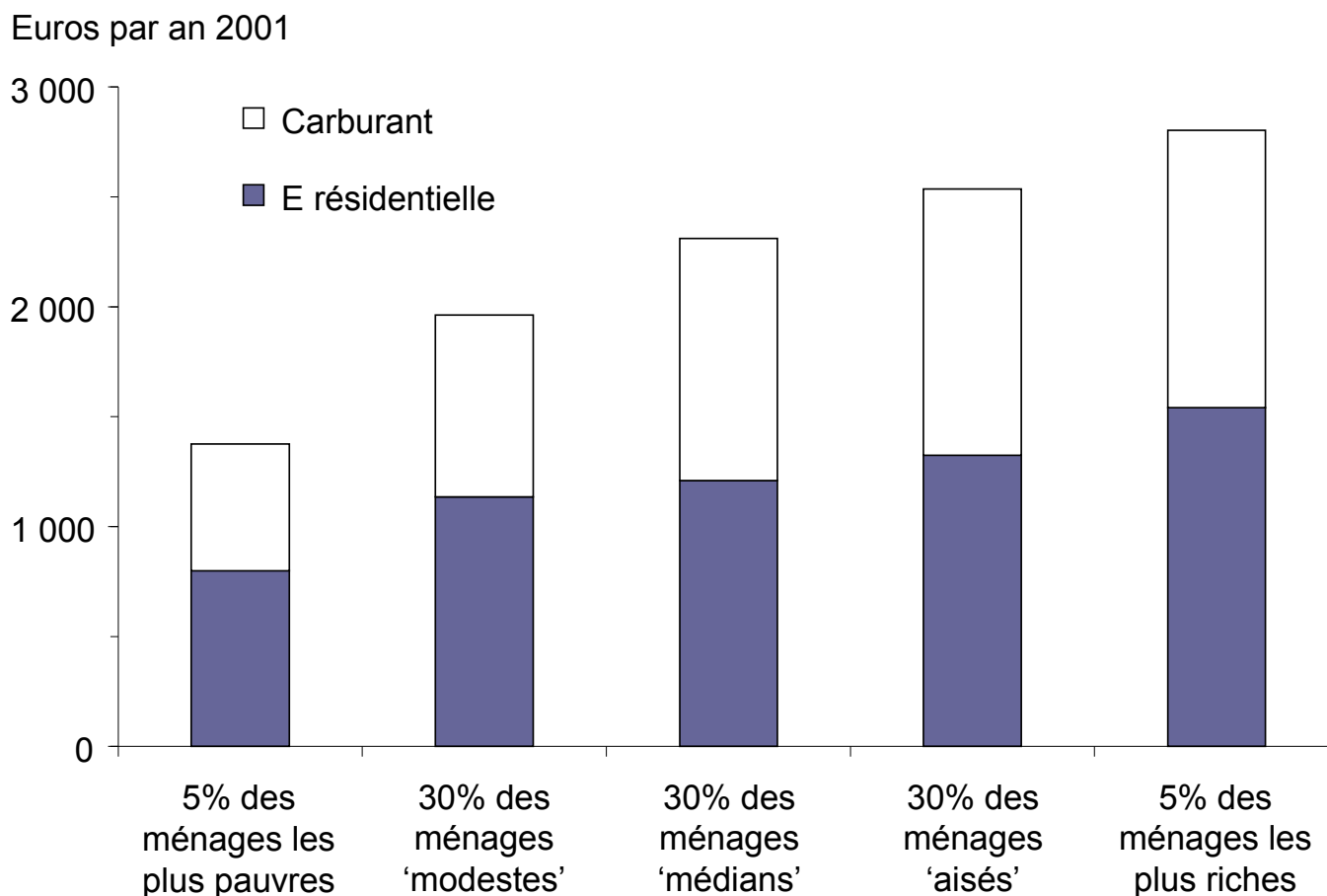
Recyclage par 'allocation universelle' (chèque au consommateur) : une option inférieure



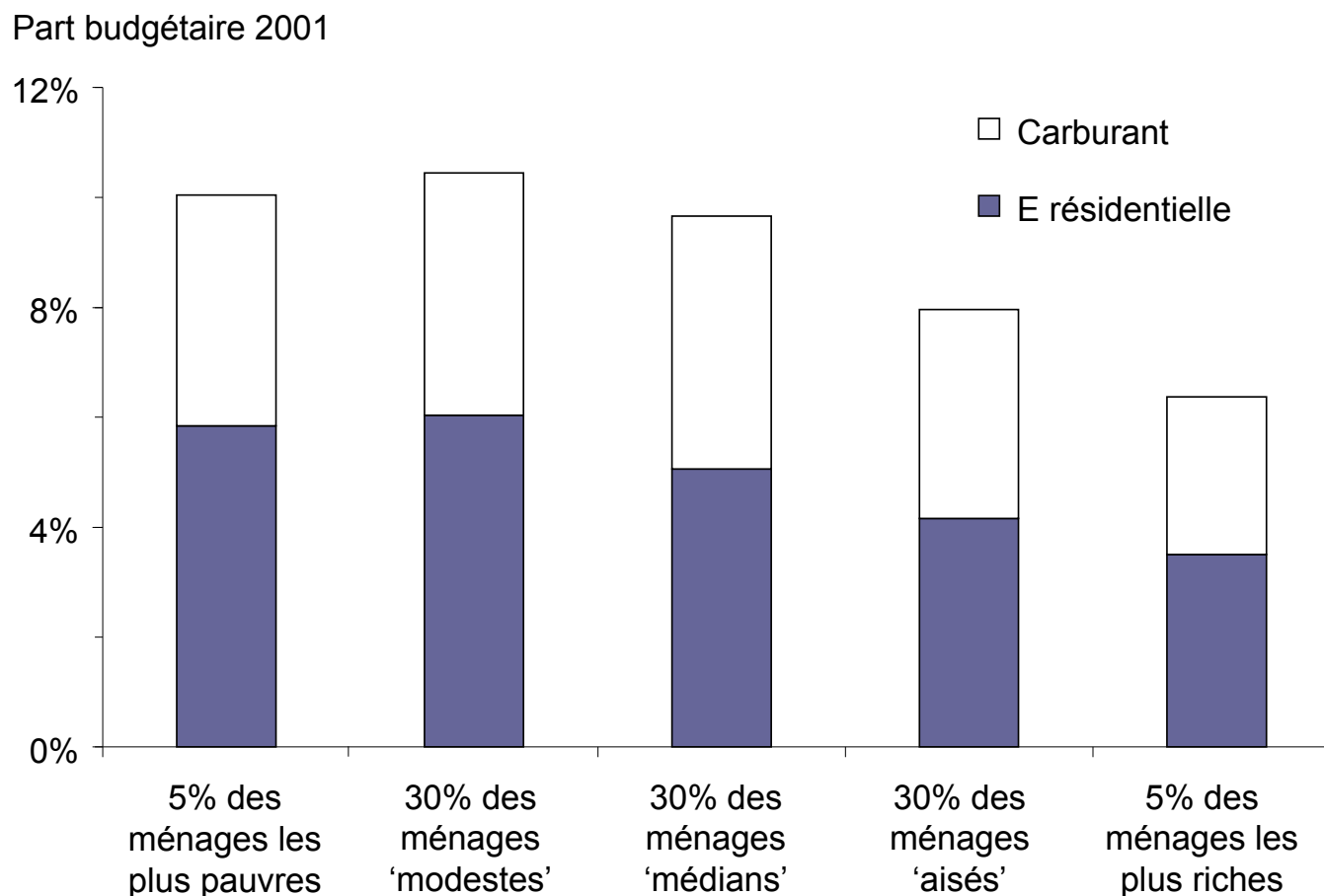
Pourquoi la substitution de la taxe C aux cotisations est supérieure aux autres options

- Elle **reporte sur les revenus non salariaux** une partie de la charge fiscale,
PFC : + 59,4 (E) - 87,9 (L) = - 28,5 milliards d'euros
- Ce qui permet de **maîtriser la propagation des coûts**,
PFC : coût composite -2,0% vs TVA +3,3%, Alloc. univ. +3,0%
- Ce qui induit un **gain de compétitivité internationale**.
PFC : exp. (vol.) +1,1%, imp. (vol.) -0,4%, facture E -13,6%
- La croissance est plus **intensive en emploi**
PFC : intensité L +1,6%, emploi TP +3,6% (786 000 emplois)

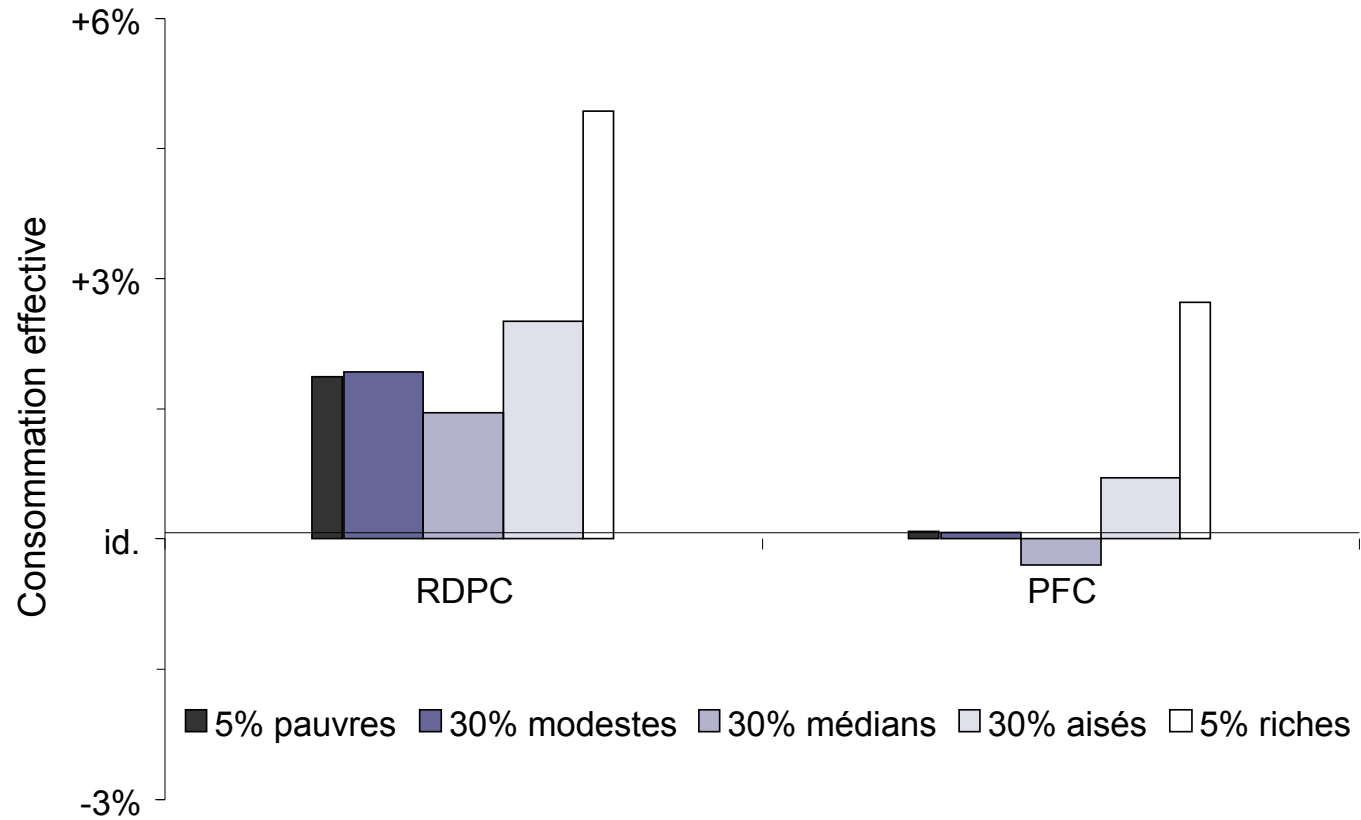
Effets distributifs : une taxe surtout payée par les riches...



...Mais qui pèse plus sur le budget des pauvres



Effets distributifs nets: des causes multiples



Concilier équité, efficacité et niveaux de vie

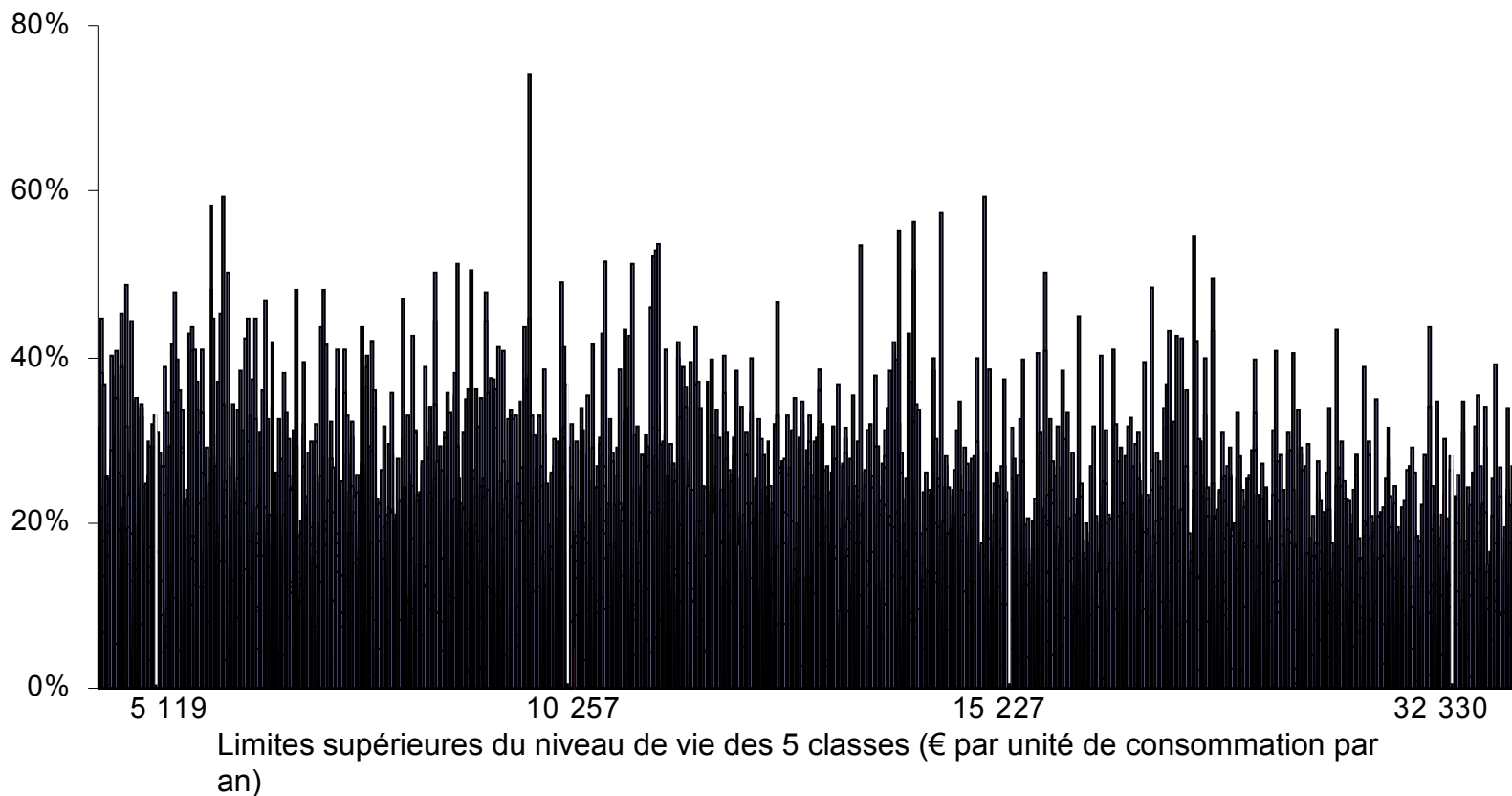
Réforme	Recyclage 'mixte'	Baisse des CS et CI	Baisse des CS, CI et transferts ciblés
Produit intérieur brut réel	+0,6%	+1,4%	+1,2%
Emploi créés (ETP)	587 000	822 000	759 000
Cons. effective	<i>ENSEMBLE</i>	+0,4%	+0,7%
	Mén. pauvres (F0-5)	+3,0%	+1,8%
	Mén. modestes (F5-35)	+1,7%	+1,2%
	Mén. médians (F35-65)	+0,2%	+0,4%
	Mén. aisés (F65-95)	+0,2%	+1,0%
	Mén. riches (F95-100)	+1,5%	+2,8%

Pour une même variation du ratio de la dette publique au PIB : **-10%**

Pourquoi le crédit d'impôt sur besoin de base est 'plus équitable' que l'allocation universelle

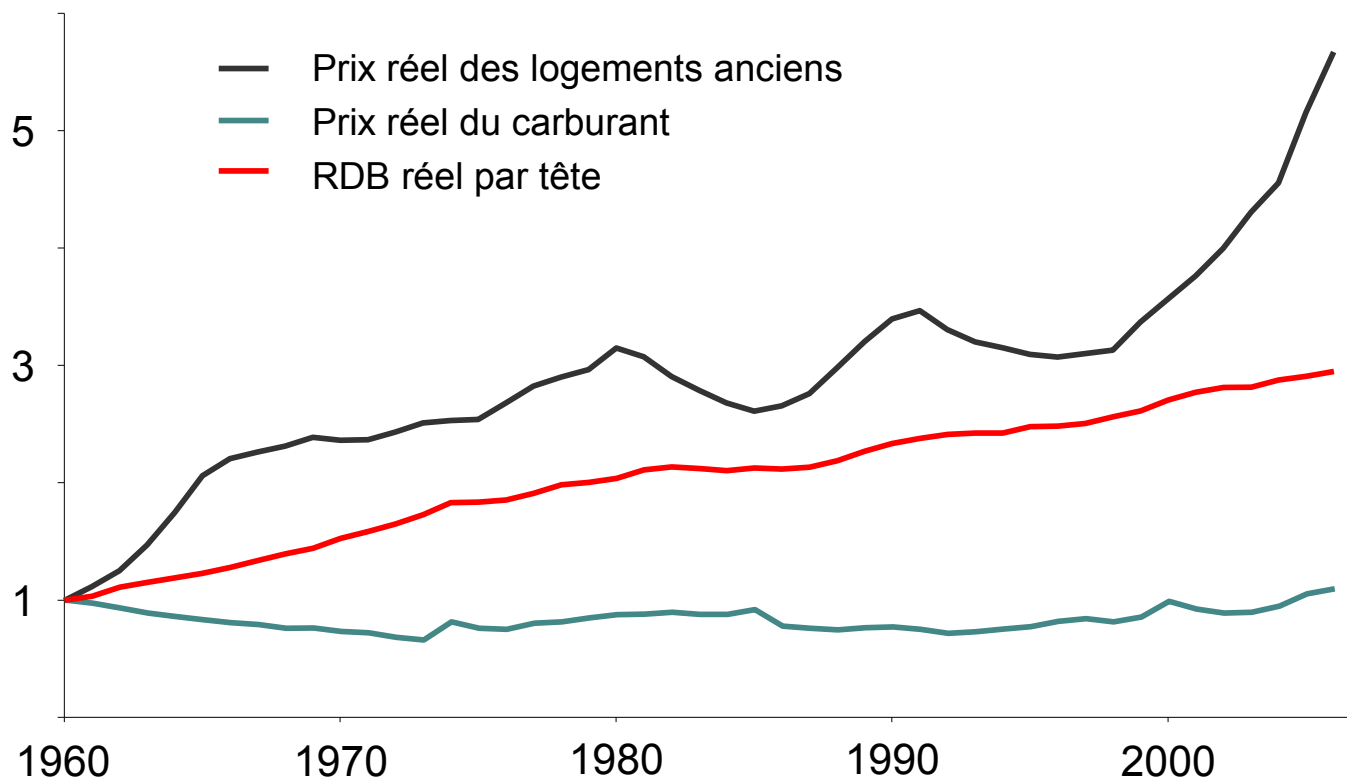
Part budgétaire de l'énergie

Part de l'énergie dans le budget de 10 305 ménages français selon leur niveau de vie



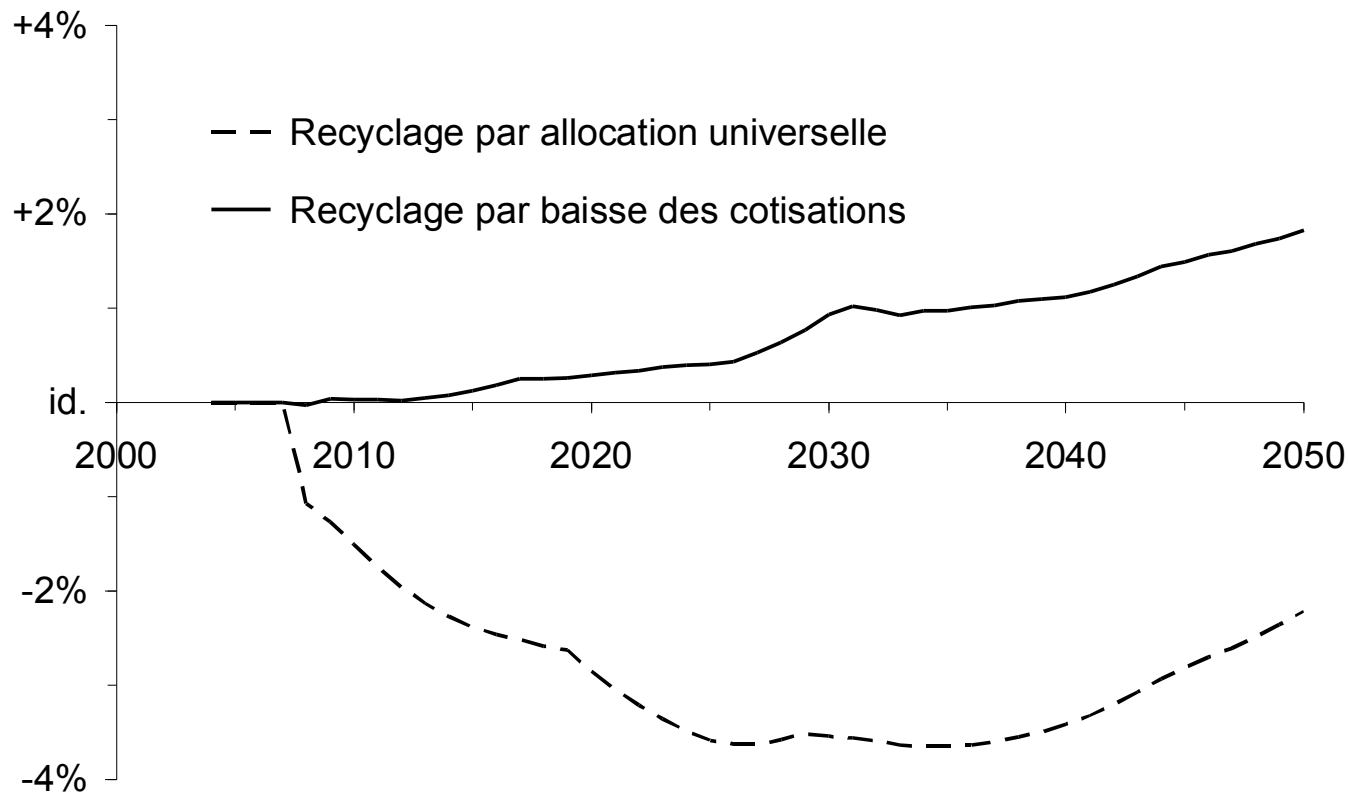
Pourquoi le crédit d'impôt sur besoin de base est 'plus équitable' que l'allocation universelle

Base 1 en 1960



Ne pas oublier l'essentiel : un lubrifiant pour la transition vers un F4

Variation de PIB par rapport à la trajectoire sans taxe



L'efficacité et l'équité de la fiscalité C dépend de la qualité de la négociation sociale

- Partage de la baisse des cotisations entre entreprises et salariés
- 'Flexibilité' du travail et risque à l'embauche
- Protection des activités très menacées
10% de la valeur ajoutée
- Protection des populations vulnérables
Crédit d'impôt sur les besoins essentiels
- Transfert du produit fiscal C aux organismes paritaires



Rapport complet et Synthèse
téléchargeables sur

www.centre-cired.fr

C.I.R.E.D. UNITÉ MIXTE DE RECHERCHE
EHESS ET CNRS - UMR 8568
JARDIN TROPICAL
45 BIS AVENUE DE LA BELLE GABRIELLE
94736 NOGENT-SUR-MARNE CEDEX - FRANCE